

L'affaire des généraux montre la profonde corruption du régime et de certains dirigeants S.F.I.O. et a accentué le "malaise politique". L'utilisation qu'on fait le R.P.F. et la partie la plus réactionnaire du M.R.P. montre que ce n'est pas seulement une arme anti-socialiste mais aussi un moyen de progresser dans la voie réactionnaire. Mais cette marche est rendue difficile par le fait que la classe ouvrière n'est pas battue et que la possibilité d'une conjonction du P.S. et du P.C.F. est aujourd'hui une des craintes les plus grandes de la bourgeoisie.

La réalisation de l'unité d'action dans la métallurgie dans certaines régions et particulièrement dans la région parisienne a permis l'entrée en lutte de la masse d'ouvriers de cette branche. Les votes à bulletin secret acquis en général à une forte majorité montraient :

a) La volonté de combat de la majorité des travailleurs.

b) La revendication des 3.000 frs pour tous, par son caractère unitaire, a montré la capacité de mobilisation du mot d'ordre mis en avant par notre organisation et repris par les directions traditionnelles : AUGMENTATION EGALE POUR TOUS. Dans la situation politique présente, la lutte pour ce mot d'ordre, malgré son caractère limité, prend l'aspect d'une épreuve de force et la victoire des 3.000 frs signifierait un profond retournement de la situation et la remise en question des avantages acquis par la bourgeoisie dans les échecs des luttes ouvrières.

c) la capacité de mobilisation d'un Front unique, même bureaucratique. Là où un appel simultané des syndicats ne permet pas de surmonter la division, seule une petite minorité s'engage dans la lutte à l'appel d'un seul syndicat.

d) Malgré cette unité d'action, une méfiance subsiste vis-à-vis des directions traditionnelles. C'est là où l'expérience des directions traditionnelles fut la plus sensible (aviation grève de 47-48) que les votes furent négatifs (SNECMA, PANHARD) ou bien que les débrayages furent les moins importants (CITROEN, SIMCA). C'est ce qui explique l'effritement rapide de la grève chez CITROEN, ou SIMCA, car la longueur du débrayage en province, dans les autres corporations, ont fait que dans ces entreprises, ayant le plus subi l'expérience du stalinisme, la méfiance l'a emporté très vite sur la volonté de combat et la confiance créée par le F.U.

e) Les méthodes bureaucratiques de la direction du F.U. ont dépossédé les ouvriers de leur grève. Pratiquement aucun comité de grève ne fut élu. Les représentants des différents syndicats auxquels on a quelquefois ajouté symboliquement un inorganisé ont formé le comité de grève. La liaison à l'échelle supérieure (localité, province) étant faite par les organismes des différentes centrales (comité de coordination syndical). L'occupation des usines a été soit abandonnée, soit assurée par des piquets de sécurité et l'évacuation de ceux-ci était représentée comme une grande "victoire" ouvrière.

f) Par leur vote, les ouvriers n'exprimaient pas le désir d'entrer dans une lutte isolée, d'une corporation, mais le désir d'entraîner tous les ouvriers dans la grève. L'échelonnement du démarrage des grèves sur plusieurs semaines, le métro 10 jours après la métallurgie de la R.P., le gaz et l'électricité 15 jours après, la Sécurité Sociale trois semaines après, non seulement a largement favorisé la résistance patronale mais a permis en outre aux directions F.O., C.F.T.C., autonomes du métro de rompre sous la pression gouvernementale le front unique portant par là un coup décisif à la grève.